

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

Délégation à la mer et au littoral

ARRETE **portant autorisation d'exploitation de la concession** **d'élevage de moules sur bouchots n° 64-35 F10**

Le PRÉFET du PAS-DE-CALAIS
Chevalier de l'Ordre national du mérite

- VU le code du domaine de l'Etat, notamment ses articles L28 à 33, R 53 à 57 et 146 ;
- VU le code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles R231-35 à 231-59 concernant les conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants et le livre IX relatif à la pêche et à l'aquaculture marine;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1 à L 122-7;
- VU le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;
- VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M Denis ROBIN en qualité de préfet du Pas-de-Calais hors classe ;

- VU** l'arrêté ministériel du 6 juillet 2010 portant approbation du cahier des charges type des autorisations d'exploitation de cultures marines sur le domaine public maritime;
- VU** l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 30 juin 2011 portant classement de salubrité des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants;
- VU** l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 20 avril 2012 portant schéma des structures des exploitations de cultures marines du Pas-de-Calais;
- VU** la demande d'autorisation d'exploitation de la parcelle ex-n° 64-35 F10 déposée le 8 août 2012 par la SCEA la bouchot des 2 caps;
- CONSIDERANT** l'avis de l'autorité environnementale rendu le 29 mars 2013;
- CONSIDERANT** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites rendu le 22 mars 2013;
- CONSIDERANT** le rapport du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique environnementale réalisée du 24 juin 2013 au 24 juillet 2013;
- CONSIDERANT** l'assentiment et les avis recueillis lors de l'enquête administrative auprès de la Préfecture Maritime de la Manche et de la Mer du Nord, de la DDTM du Pas-de-Calais, de la DDFiP du Pas-de-Calais, de la DDPP du Pas-de-Calais, de l'ARS Nord-Pas-de-Calais – Picardie , de la DREAL Nord-Pas-de-Calais – Picardie et du Parc Marin des estuaires Picards et de la mer d'Opale;
- CONSIDERANT** l'avis du centre IFREMER de Boulogne sur mer en date du 23 août 2013;
- CONSIDERANT** l'avis de la commission des cultures marines réunie les 26 septembre 2013 et 22 octobre 2013;
- SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais;

A R R E T E

Article 1er :

La **SCEA La Bouchot des 2 Caps** (n° d'administré : ** 11734), dont le siège social est situé Plaine du Gros Moulin- zone artisanale – 62179 AUDINGHEN est autorisée dans le cadre d'une création à exploiter la concession désignée ci-dessous et située sur le domaine public maritime dans le ressort de la direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais :

| numéro | localisation | caractéristiques | longueur | expiration |
|-------------------|--|---------------------------------------|--|---|
| 64-35 F 10 | Littoral des communes de AUDINGHEN et TARDINGHEN | Élevage de moules sur bouchots | 5 000 mètres répartis en 10 lots de 5 lignes de 100 m implantés comme précisé en annexe III. | 35 ans à compter de la date de signature du présent arrêté |

Article 2 :

La concession désignée ci-dessus est soumise :

- aux prescriptions générales rappelées dans le cahier des charges annexé à la présente autorisation ;
- aux prescriptions particulières prévues dans les annexes ci-jointes.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Arras, le 27 novembre 2013

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Anne LAUBIES

Pris connaissance le 22/01/2014
du présent arrêté accordant une (1) concession de cultures marines.

Patrick Chervier

SCEA LA BOUCHOT DES DEUX CAPS

PLAINE DU GROS MOULIN

Zone Artisanale

62179 AUDINGHEN

Capital : 75 000 euros

RCS Boulogne-sur-Mer: 441 816 766

TVA : FR 18 441 816 766

SALARDINE Stéphane

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2013 portant autorisation d'exploitation de la concession de moules sur bouchots n° 64-35 F10

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général



Anne LAUBIES

CAHIER DES CHARGES
D'UNE AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CULTURES MARINES
PAR CONCESSION SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME

Par arrêté du Préfet du Pas-de-Calais en date du 27 novembre 2013

Article 1er : définition de la concession / désignation du concessionnaire

Par voie de création, la **SCEA La Bouchot des 2 Caps** (n° d'administré : ** 11734), dont le siège social est situé Plaine du Gros Moulin- zone artisanale – 62179 AUDINGHEN est autorisé à exploiter la parcelle désignée ci-dessous et située sur le domaine public maritime :

| N° feuille cadastrale | Numéro matricule | lieu | Longueur |
|-----------------------|------------------|--|--|
| 10 | 64-35 | Littoral des communes de AUDINGHEN et TARDINGHEN | 5 000 mètres répartis en 10 lots de 5 lignes de 100 m implantés comme précisé en annexe III. |

Qui lui est concédée, à l'effet de pratiquer les cultures marines désignées ci-après :

| désignation des cultures marines | Techniques utilisées |
|----------------------------------|----------------------|
| Élevage de moules | sur bouchots |

Aux conditions suivantes :

Article 2 :

Le concessionnaire déclare bien connaître la parcelle en cause qui comporte les ouvrages décrits en annexe I et en accepter sans restriction ni réserve la jouissance en l'état où elle se trouve à la date d'effet de l'arrêté de concession.

Article 3 :

Le concessionnaire est autorisé à implanter sur la parcelle concédée les ouvrages décrits en annexe II, exclusivement destinés à permettre ou faciliter les opérations directement liées à l'exploitation des cultures marines ou exercées dans le prolongement de l'activité de production pour laquelle est accordée la présente concession.

Sont à la charge exclusive du concessionnaire la totalité des frais entraînés par l'installation ou l'édification des ouvrages autorisés décrits à l'annexe II, y compris, s'il y a lieu, les frais de démolition et/ou de modification des ouvrages existants et ceux rendus nécessaires par le raccordement éventuel desdits ouvrages à la voirie publique, d'une part, à l'accès à la mer, d'autre part.

Article 4 : Durée de la concession

La présente autorisation est valable 35 ans à compter de la signature de l'arrêté portant exploitation de la concession d'élevage de moules sur bouchots n° 64-35 F10, soit jusqu'au 26 novembre 2048.

Elle peut être renouvelée dans les conditions prévues à l'article 20 du décret du 22 mars 1983 modifié. La demande de renouvellement doit être déposée cinq ans au plus et six mois au moins avant la date d'échéance de la concession.

Article 5 : Obligations du concessionnaire

5.1. Règles générales.

Le concessionnaire est tenu de se conformer aux dispositions d'ensemble visant la culture autorisée, intervenant dans le secteur où est situé son établissement même si celles-ci sont mises en vigueur postérieurement au présent cahier des charges.

5.2. Le concessionnaire est tenu d'exploiter sa concession personnellement, et exclusivement en vue de l'objet décrit à l'article 1er du présent cahier des charges, conformément aux conditions techniques prescrites. Toute modification de l'objet de son exploitation doit au préalable être autorisée par arrêté modificatif du préfet, sur demande présentée au directeur départemental des territoires et de la mer compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines.

5.3. Toute création d'ouvrages permanents ou toute modification à ceux existants doit être autorisée par arrêté modificatif du préfet sur demande présentée au directeur départemental des territoires et de la mer compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines. Le concessionnaire peut cependant entreprendre les travaux relatifs à l'entretien courant normal ou à la remise en état après dommage accidentel.

5.4. Le concessionnaire supportera les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des installations de délimitation et balisage prévus par les dispositions de l'article 39 du décret du 22 mars 1983 et de son arrêté d'application, ainsi que ceux relatifs aux installations de signalisation maritime qui seraient prescrites par le service en charge des phares et balises, au cas où de telles installations seraient rendues nécessaires.

5.5. Le concessionnaire demeure responsable des dommages causés de son fait ou du fait de ses mandants ou employés aux ouvrages du domaine public. Il devra en particulier procéder au renflouement et à l'enlèvement de toute épave due à ses activités dans les plans d'eau et chenaux d'accès à ses installations.

5.6. Contraintes particulières et droits de passage.

Ceux-ci sont décrits à l'annexe III.

5.7. Déclaration de production.

En application du 4° de l'article 13 du décret du 22 mars 1983, le concessionnaire est tenu de déclarer annuellement, de manière globale, la production réalisée pour l'ensemble de son exploitation selon le modèle figurant en annexe IV du présent cahier des charges.

Cette déclaration concerne la production effectivement réalisée entre le 1er juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours.

Elle concerne toutes les catégories de produits (naissain/alevins, demi-élevage/juvéniles, production consommable).

De même, le concessionnaire déclare, toujours pour l'ensemble de son exploitation, le volume des produits non finis (naissain/alevins, demi-élevage/juvéniles ou autres) qu'il a acquis au cours de la même période.

Cette déclaration doit être adressée au directeur départemental des territoires et de la mer au plus tard le 31 juillet de chaque année avec copie au comité régional de la conchyliculture.

Par exploitation, il faut entendre l'ensemble des concessions exploitées au sein d'une même entreprise par la même personne physique ou morale.

En cas de codétention, seul le responsable de la codétention désigné par les autres codétenteurs (décret du 22 mars 1983, article 9) fournit une déclaration annuelle.

L'utilisation et la communication des informations contenues dans la déclaration annuelle ne pourront être effectuées que conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : *Retrait de la concession prononcée par l'administration*

Par application des dispositions de l'article 29 du décret du 22 mars 1983, les autorisations peuvent être modifiées, suspendues temporairement ou retirées à tout moment par décision motivée du préfet après avis de la commission des cultures marines, sans indemnité à la charge de l'Etat :

1. Pour défaut du paiement des redevances domaniales ;
2. En cas d'infraction à la réglementation générale des cultures marines ou aux clauses du présent cahier des charges, au schéma des structures ou en cas de non-respect des normes sanitaires de commercialisation des produits d'aquaculture ;
3. En cas d'atteinte portée à la gestion ou la conservation d'une aire marine protégée telle que définie à l'article L. 334-1 du code de l'environnement ;
4. Dans le cas où une entreprise n'exploite pas au moins un tiers des surfaces qui lui sont concédées ou si l'emplacement concédé est resté inexploité ou insuffisamment exploité pendant une période de trois ans ;
5. Si l'établissement se trouve exposé à des causes d'insalubrité au sens du 4° de l'article R. 231-37 du code rural et de la pêche maritime ;
6. Si le titulaire n'a pas obtenu l'attestation de réussite au stage de formation en cultures marines, dans les deux ans à compter de la date de la décision d'octroi de la concession, en application des dispositions du 3° de l'article 7.

Les redevances payées d'avance par le bénéficiaire restent acquises sans préjudice du droit de poursuite du recouvrement de toute somme pouvant être due.

Dans le cas où, en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 30 du décret précité, la concession est retirée par décision motivée du préfet pour un motif d'utilité publique, et notamment en cas de mise en œuvre d'un plan d'utilisation de l'espace entraînant modification du secteur concerné, le concessionnaire ainsi évincé a droit pour les investissements réalisés à une indemnisation à la charge de la collectivité bénéficiaire du motif d'utilité publique, dans les conditions prévues par l'article A. 26 du code du domaine de l'Etat et compte tenu des éléments figurant aux tableaux annexes I et II de l'article 3 du présent cahier des charges ou éventuellement de ceux figurant dans l'arrêté modificatif intervenu comme il est prévu à l'article 5-3.

Article 7 : *Redevance domaniale*

7.1. La redevance est fixée à 500 €, par an. Elle est révisable, par application des dispositions prévues par arrêté du ministre chargé des domaines après avis du ministre chargé de l'aquaculture et publié au Journal officiel de la République française.

Elle est exigible le 1er janvier de chaque année et est payable sans intérêts moratoires jusqu'au 30 juin.

La première redevance relative à la création ou à toute modification entraînant un accroissement de l'assiette de la redevance, à concurrence dudit accroissement, est calculée et recouvrée dans les conditions particulières suivantes :

- elle doit être acquittée dans un délai de soixante jours à compter de la date de notification de l'acte de concession;
- son montant est réduit à une fraction de la redevance annuelle correspondant au nombre de mois entiers compris entre le point de départ de la concession et la fin de ladite année, les fractions de mois étant négligées.

7.2. Dans les cas prévus à l'article 5.3 du présent cahier des charges, l'arrêté de modification doit indiquer le montant de la nouvelle redevance.

7.3. En cas de circonstances dommageables exceptionnelles donnant lieu à l'intervention financière de l'Etat ou du conseil régional, le montant de la redevance peut être réduit par décision du ministre chargé du domaine, prise sur proposition du ministre chargé de l'aquaculture.

Article 8: *Devenir des ouvrages et remise en état des lieux*

8.1. Hormis les cas prévus à l'article 8.2, à l'expiration de la concession fixée par l'article 4 (premier alinéa) du présent cahier des charges, ou bien pendant la durée de la validité de la concession si celle-ci ne fait pas l'objet d'une réattribution, les ouvrages et installations établis par le concessionnaire doivent être intégralement démolis. Cette démolition est effectuée à ses frais ou à ceux de ses ayants droit.

Le concessionnaire informe le concédant de la date du début d'exécution des travaux de démolition au moins deux mois avant celle-ci.

Pendant ce délai, le concédant peut, s'il le juge utile, notifier au concessionnaire qu'il entend exiger le maintien des ouvrages et installations. Dans ce cas, l'Etat se trouve, à compter de cette notification, subrogé à tous les droits du concessionnaire sur ces ouvrages et installations qui doivent lui être remis en l'état et sont incorporés au domaine public sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre ni à passation d'un acte pour constater le transfert.

En cas de non-exécution des travaux de démolition prévus, il peut y être pourvu d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droit après mise en demeure restée sans effet.

En tout état de cause, le concessionnaire sortant demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou leur incorporation dans le domaine public en vertu de l'alinéa 3 ci-dessus.

8.2. Les dispositions de l'article 8.1 ci-dessus ne sont pas applicables dans les cas suivants :

- renouvellement au profit du bénéficiaire ou de ses ayants droit (article 20 du décret du 22 mars 1983) ;
- concession après vacance dans les cas prévus à l'article 32 du même décret ayant fait l'objet d'une indemnisation fixée par la commission des cultures marines réunie en formation restreinte ;

- substitutions ou transferts prévus aux articles 21 à 28 du décret du 22 mars 1983.

Article 9 : *Circulation sur le domaine public maritime*

Le concessionnaire a un droit d'accès à sa concession. La circulation et le stationnement d'un véhicule à moteur sur le domaine public maritime sont cependant soumis, pour chaque véhicule, à la délivrance d'une dérogation annuelle par le Préfet du département après avis de la commune et du service gestionnaire du domaine public maritime. Cette autorisation est exclusivement réservée aux besoins de l'exploitation et pour le seul accès à la concession.

Article 10 : *Impôts, frais de timbre et d'enregistrement*

Le concessionnaire supporte seul la charge de tous les impôts et taxes auxquels est ou pourrait être assujettie la concession.

Article 11 : *Droits des tiers*

Tous droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Signature du concessionnaire
(faire précédé de la mention « lu et approuvé »)

lu et approuvé
La CV approuve
Patrick chevaller
SALARDAINE Stéphanie
SCEA LA BOUCHOT DES DEUX CAPS
PLAINE DU GROS MOULIN
Zone Artisanale
62179 AUDINGHEN
Capital : 76 000 euros
RCS Boulogne-sur-Mer: 441 816 766
TVA : FR 18 441 816 766

ANNEXE I (article 2 du cahier des charges) :

description des ouvrages en place a l'entrée en jouissance du concessionnaire

| Ouvrages appartenant à l'Etat (1) | Autres ouvrages (1) | Date d'expiration de la période d'amortissement |
|--------------------------------------|------------------------|--|
| | | |

(1) Préciser notamment s'il s'agit :

- de terre-pleins ;
- de constructions comportant des aménagements spéciaux (bureaux, magasins) ;
- d'autres constructions.

ANNEXE II (article 3 du cahier des charges) :

description des ouvrages autorisés à être implantés sur le domaine public maritime

| Nature des ouvrages | Description des ouvrages | Contraintes particulières |
|----------------------|---|--|
| Chantiers à naissain | Installations de mise en attente du naissain de moules sur cordes | <ul style="list-style-type: none">- autorisation annuelle délivrée par le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais- respect des dispositions du schéma des structures des exploitations de cultures marines du Pas-de-Calais |

ANNEXE III (article 5 du cahier des charges) :

description des contraintes et droits de passage

| Description des contraintes et droits de passage | origine |
|--|---------|
| | |

ANNEXE III (suite)

prescriptions particulières

IMPLANTATION

Conformément aux dispositions du schéma des structures des exploitations de cultures marines du Pas-de-Calais, la parcelle doit être implantée en 10 « carrés » de 5 lignes de 100 mètres au maximum (cf plan en annexe V)

La parcelle ainsi concédée ne pourra s'étendre au delà d'une forme rectangulaire dont les sommets et le point de cassure ont pour coordonnées géographiques les points suivants :

| points | X | Y |
|--------|----------|-----------|
| A | 601120.2 | 7087260.6 |
| B | 601090.3 | 7087355.9 |
| C | 602504.9 | 7087715.2 |
| D | 602524.0 | 7087616.9 |
| U | 601801.8 | 7087475.0 |

MISE SUR LE MARCHÉ

Les coquillages provenant d'une zone de production classée « B » au titre de la salubrité peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après avoir transité par un établissement agréé pour la purification puis par un établissement agréé pour l'expédition de coquillages vivants.

BALISAGE

- Les concessions de cultures marines sont soumises à une obligation de balisage, conformément aux dispositions réglementaires applicables en matière de signalisation maritime et selon les directives du service des phares et balises et de la navigation.

Lorsqu'elles ne sont pas matérialisées par des ouvrages émergeant aux plus hautes mers, les limites des parcelles concédées sont fixées par des marques de bornage et de repérage dont l'établissement et l'entretien sont à la charge des concessionnaires. Ces marques, placées à chacun des angles de concessions ou à chaque extrémité des lignes concédées, sont formées d'éléments d'une bonne tenue mécanique et d'une nature homogène selon les secteurs, et sont établies en accord avec le service des phares et balises et de la navigation.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 22 novembre 1983, les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des marques de signalisation maritime sont à la charge du concessionnaire.

- Le numéro matricule de chaque concession est inscrit sur une borne, un repère ou une bouée régulièrement entretenus, placés à son sommet nord-est, de telle sorte que l'identification en soit aisée. Des dispositions dérogeant au principe de la localisation du numéro matricule au sommet nord-est de la concession peuvent être appliquées si les circonstances l'exigent, après accord du directeur départemental adjoint des territoires et de la mer délégué à la mer et au littoral.

ANNEXE IV (Art.5-7 du cahier des charges)

DECLARATION DE PRODUCTION - PISCICULTURE MARINE

ANNEE

Le présent document constitue la déclaration de production annuelle, en application du 4° de l'article 13 du décret n°83-228 du 22 mars 1983 modifié, qui doit être fournie à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du lieu du siège social de l'exploitation piscicole marine avant le 31 juillet de chaque année. Cette déclaration peut être envoyée par courrier ou par voie électronique à l'adresse institutionnelle de la DDTM.

La période de production couverte par cette déclaration court du **1^{er} juillet de l'année n-1 au 30 juin de l'année n.**

Cette déclaration doit prendre en compte les données de production de l'ensemble des concessions détenues par l'entreprise sur le territoire national. Si besoin, la production d'une même concession peut être déclarée sur plusieurs lignes, comme dans le cas des écloseries ayant commercialisé des œufs et des larves au cours de la période considérée.

RAISON SOCIALE.....
NOM du dirigeant.....
PRENOM du dirigeant.....
N° de marin (ou N° MSA).....

N°SIRET **code NAF**.....
Adresse du siège social.....
N° Tel ou portable.....**Fax**.....

| N° complet de la concession (y compris le code quartier maritime) | Localisation des infrastructures (lieu dit) | Unité de production (bassins, cages etc.) | Espèce de poisson | Production sur la période considérée | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|-------------------|---|---|--|--|---|---|--|--|---|---|--|--|--|--|--|--|
| | | | | Larves (L) / Œufs (W)* (nombre en unités) | | | | Alevins / Juvéniles (nombre en unités) | | | | Poissons en fermes de grossissement (poids en kilogrammes) | | | | | | | |
| | | | | Stock présent au 1 ^{er} juillet de l'année n-1 | Stock présent au 30 juin de l'année n | Cumul des achats pendant la période | Cumul des ventes pendant la période | Stock présent au 1 ^{er} juillet de l'année n-1 | Stock présent au 30 juin de l'année n | Cumul des achats pendant la période | Cumul des ventes pendant la période | Stock présent au 1 ^{er} juillet de l'année n-1 | Stock présent au 30 juin de l'année n | Cumul des achats pendant la période | Cumul des ventes pendant la période | | | | |
| Ex : ZZ 001-001 01 | Le pointe du Groin | 3 cages | Bar | L 10 000 000 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

* Comme dans l'exemple ci-dessus, préciser dans la colonne dédiée au stock de l'année n-1 la nature du produit en symbolisant les larves par la lettre L et les œufs par la lettre W.

Je certifie l'exactitude des informations fournies.

DATE..... SIGNATURE.....

Nombre total de pages de la déclaration

ANNEXE V (article 1 du cahier des charges) :

extrait du cadastre – concession n° 64-35 F10

